

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le [cf. Date de signature]

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOUFFLET ALIMENTAIRE**

Rue du Petit Bruxelles  
BP 79  
59300 Valenciennes

Références : 2023-V1-082  
Code AIOT : 0007001219

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2023 dans l'établissement SOUFFLET ALIMENTAIRE implanté Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 Valenciennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOUFFLET ALIMENTAIRE
- Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007001219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOUFFLET ALIMENTAIRE exploite à Valenciennes des silos de stockage de farines et de légumes secs ainsi que des bâtiments de conditionnement. Le site de Valenciennes, filiale du groupe AVRIL, est autorisé par arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2008.

Les activités exercées consistent en :

- la réception et le contrôle des matières premières ;
- le traitement préventif par désinsectisation de certains produits réceptionnés ;
- l'usinage de la matière brute (triage, nettoyage, et blanchiment du riz) ;

- le stockage et l'expédition par camions, en vrac ou après conditionnement des produits finis ;
- le conditionnement sans usinage de produits tels que semoule de coucous et semoule de blé ;
- la transformation de riz en farine ;
- la fabrication de produits extrudés destinés à l'alimentation animale ;
- la fabrication de fibres utilisées comme ingrédients en industrie agro-alimentaire ;
- un atelier de production de poches micro-ondables (PMO).

L'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 actualise la liste des installations classées de l'établissement. Les installations classées soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 2160 : Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables : capacité de stockage de 15 155 m<sup>3</sup> ;
- Rubrique 1510 : Entrepôts couverts : capacité de stockage de 147 031 m<sup>3</sup> ;
- Rubrique 2260 : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels : puissance de 1 870 kW,
- Rubrique 3642-2 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production de 400 t de produits finis par jour.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2008 modifié sur la surveillance à réaliser par l'exploitant.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Valeurs limites d'émission des eaux domestiques	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.3.8	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.3.11	/	Sans objet
9	Zone déchets	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 5.3	/	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 6.2.1	/	Sans objet
15	suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 3.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 3.2.3	/	Sans objet
3	VLE air	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 3.2.4	/	Sans objet
4	Collecte des effluents liquides – Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.2.4.2	/	Sans objet
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.3.5	/	Sans objet
11	niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 6.2.2	/	Sans objet
12	surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.2.1	/	Sans objet
13	autosurveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.2.2	/	Sans objet
14	autosurveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.2.3	/	Sans objet

## 2-3) Fiches de constats

### N° 1 : Conduits et installations raccordées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 3.2.2				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
N°1 : F1.1	Filtres silos	/	/	Installation de dépoussiérage
N°1 : F1.2		/	/	
N°2 : CH1.1	Chaîne 1	/	/	Installation de dépoussiérage
N°3 : CH1.2		/	/	
N°4 : CH2.1	Chaîne 2	/	/	Installation de dépoussiérage
N°5 : CH2.2		/	/	
N°6 : CH3.1	Chaîne 3	/	/	Installation de dépoussiérage
N°7 : CH3.2		/	/	
N°1 : CH4.1	Chaîne 4	/	/	Installation de dépoussiérage
N°8 : CH4.2		/	/	
N°9 : CH6.1	Chaîne 6	/	/	Installation de dépoussiérage

N°10 : CH6.2		/	/	Installation de dépoussiérage
N°11 : CH6.3		/	/	
N°12 : CH6.4		/	/	
N°13 : M1		/	/	
N°14 : M2	Moulin	/	/	
N°15 : M3		/	/	
N°16 : chaudière 1	Bureau	280 kW	gaz naturel	/
N°17 : chaudière 2	atelier riz minute	2052 kW	gaz naturel	/
N°18 : chaudière 3	Installation de fumigation	100 kW	gaz naturel	/
N°19 : chaudière 4	Mise hors gel de l'entrepôt A	1230	Gaz naturel	/
N°20 : Groupe motopompe	installation de sprinklage	240 kW	fuel	/
N°21 : Fumigation	Cellules de fumigation	/	/	/
22	Chaudière eau chaude (traitement CO2)	950kW	Gaz naturel	

### Constats :

L'exploitant a réalisé un travail de vérification et de recensement de ses points de rejets atmosphériques dans le cadre de son dossier de réexamen concernant le BREF FDM. Certains émissaires avaient été omis.

La liste des points de rejet est :

N° de conduit AP 2008	Installations raccordées	N° de conduit mis à jour	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
N°1 : F1.1	Filtres silos	N°1 : F1.1	Filtres silos	/	/	Installations de dépoussiérage
N°1 : F1.2		N°2 : F2.2		/	/	
N°2 : CH1.1	Chaîne 1	N°3 : CH1.1	Chaîne 1	/	/	Installations de dépoussiérage
N°3 : CH1.2		N°4 : CH1.2		/	/	
		N°5 : CH1.3		/	/	
N°4 : CH2.1	Chaîne 2	N°6 : CH2.1	Chaîne 2	/	/	Installations de dépoussiérage
N°5 : CH2.2		N°7 : CH2.2		/	/	
N°6 : CH3.1	Chaîne 3	N°8 : CH3.1	Chaîne 3	/	/	Installations de dépoussiérage
N°7 : CH3.2		N°9 : CH3.2		/	/	
N°1 : CH4.1	Chaîne 4	N°10 : CH4.1	Chaîne 4	/	/	Installations de dépoussiérage
N°8 : CH4.2		N°11 : CH4.2		/	/	
N°9 : CH6.1	Chaîne 6	N°12 : CH6.1	Chaîne 6	/	/	Installations de dépoussiérage
N°10 : CH6.2		N°13 : CH6.2		/	/	
N°11 : CH6.3		N°14 : CH6.3		/	/	
N°12 : CH6.4		N°15 : CH6.4		/	/	
		N°16 : CH6.5		/	/	

N° de conduit AP 2008	Installations raccordées	N° de conduit mis à jour	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
		N°17 : CH6.6		/	/	Installations de dépoussiérage
		N°18 : CO	Conditionnement	/	/	
N°13 : M1	Moulin	N°19 : M1	Moulin	/	/	Installations de dépoussiérage
N°14 : M2		N°20 : M2		/	/	
N°15 : M3		N°21 : M3	Micronisation	/	/	
		N°22 : M4	Micronisation-Extrusion	/	/	
		N°23 : M5		/	/	
		N°24 : M6		/	/	
		N°25 : M7	Turbo séparation	/	/	
		N°26 : M8		/	/	
N°16 : chaudière 1	Bureau	N°27 : chaudière bureaux	Bureau	280 kW	gaz naturel	/
N°17 : chaudière 2	Atelier riz minute	N°28 : chaudière PMO	Atelier PMO	2052 kW	gaz naturel	/
N°18 : chaudière 3	Installation de fumigation	N°29 : chaudière fumigation	Installation de fumigation	100 kW	gaz naturel	/
N°19 : chaudière 4	Mise hors gel de l'entrepôt A	N°30 : chaudière chauffage EPF	Mise hors gel de l'entrepôt produits finis	1230 kW	gaz naturel	/
		N°31 : chaudière CO <sub>2</sub>	Process CO <sub>2</sub> et mise hors gel des entrepôts matières premières et emballages	950 kW	gaz naturel	/
N°20 : Groupe motopompe	Installations de sprinlage	N°32 : Groupe motopompe	Installations de sprinlage	240 kW	Fuel	/
N°21 : Fumigation	Celules de fumigation	N°33 : Fumigation	Cellules de fumigation	/	/	/
<b>Observation n°1 : L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet les points de rejets qui ne figurent pas à l'arrêté avec toutes leurs caractéristiques sous un délai maximal de 6 mois.</b>						
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>						
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>						

## N° 2 : Conditions générales de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 3.2.3				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
	<b>Hauteur en m</b>	<b>Diamètre en mm</b>	<b>Débit nominal en Nm<sup>3</sup>/h</b>	<b>Vitesse mini d'éjection en m/s</b>
F1.1	37.7	600	14315	14,54
F1.2	37.7	600	14673	15,07

CH1.1	38	700	33622	25,10
CH1.2	26.4	500	4910	7,47
CH2.1	38	700	22839	17,54
CH2.2	26.1	500	7621	11,41
CH3.1	38	700	25780	19,97
CH3.2	26.4	350	1022	2,33
CH4.1	37.8	400	4285	10,05
CH4.2	25.4	400	4052	9,6
CH6.1	37.7	700	8177	5,97
CH6.2	37.7	380	3286	8,33
CH5.3	26.4	350	7144	22,1
CH6.5	26.5	350	4399	13,44
M1	12.6	500	8957	13,62
M2	12.6	580	16517	15,03
M3	12.6	200	2466	24,81
Chaudière 2	19 m	430	2300	6,65
chaudière 3 type ventouse sortie horizontale	2,5 m	150	/	/
Chaudière 4	19 m	318	1340	7,56
Fumigation (3 cheminées)	10	710	7400	8
22	7,5	300	Le débit nominal et la vitesse minimale d'éjection seront définis une fois la chaudière commandée.	Le débit nominal et la vitesse minimale d'éjection seront définis une fois la chaudière commandée.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n° 1, l'exploitant a réalisé un travail de vérification et de recensement de ses points de rejets atmosphériques dans le cadre de son dossier de réexamen concernant le BREF FDM. Certains émissaires avaient été omis.

**Observation n°1 (déjà énoncé) : L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet les points de rejets qui ne figurent pas à l'arrêté avec toutes leurs caractéristiques sous un délai maximal de 6 mois.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 3 : VLE air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentration	Conduit 1 à 15 Installations de dépoussiérage silo	Conduit 16	Conduit 17	Conduit 18	Conduit 19	Conduit 21 Fumigation	Conduit 22
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	100 mg/Nm <sup>3</sup> si flux inférieur à 1 kg/h 50 mg/Nm <sup>3</sup> si flux supérieur à 1 kg/h	3%	3%	3%	3%		3%
Poussières			5 mg/Nm <sup>3</sup>		225 mg/Nm <sup>3</sup>		225 mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>		35 mg/Nm <sup>3</sup>	35 mg/Nm <sup>3</sup>	35 mg/Nm <sup>3</sup>	35 mg/Nm <sup>3</sup>		
NOx équivalent NO <sub>2</sub>		150 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup>		
Monoxyde de carbone, exprimé en CO		100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>		
Phosphine						3g/m <sup>3</sup> sous les conditions suivantes : - flux maximal de 0,08 t/an, nombre de cycle par mois : 6	-
<p><b>Constats :</b></p> <p>Même si certains points de rejets atmosphériques n'étaient pas listés dans son arrêté d'autorisation, l'exploitant a fait réaliser une mesure de tous les points de rejet de son site en mars et juin 2021 par KALI'AIR.</p> <p>La prescription d'une valeur limite en poussières pour le rejet n°17 (devenu n°28) n'est applicable que depuis l'arrêté du 18/06/2021.</p> <p>En prenant en compte la date de réalisation des mesures et donc les valeurs limites applicables, tous les paramètres mesurés respectent les valeurs limites.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>							

#### N° 4 : Collecte des effluents liquides – Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les plans suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan des réseaux – plan d'ensemble du 7/10/2005 (plan non à jour sur le nouvel entrepôt),</li> <li>- un plan « compteurs - vannes » non daté.</li> </ul> <p>Par courriel du 1<sup>er</sup> février 2023, l'exploitant a adressé à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan « Reconstruction d'un bâtiment de stockage MP et Emballages » daté du 3/03/2022,</li> </ul>



<p>- un plan « Reconstruction d'un bâtiment de stockage MP et Emballages » Plan d'exécution Réseaux Divers Assainissement Voirie du 26/04/2022. Par courriel du 8 février 2023, l'exploitant a fourni un plan avec les compteurs et la distribution de l'eau.</p> <p><b>Observation n°2 : Sur certains plans, une légende complémentaire pourrait permettre de donner la signification de différentes représentations présentes sur le plan.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p><b>Constats :</b> 4 vannes d'isolement sont présentes sur le site. 2 vannes avaient été observées lors de la visite de l'Inspection du 11 mars 2022. Lors de la présente visite, l'Inspection a pu observer les localisations des 2 vannes au Sud du site. Celles-ci sont signalées par un panneau. Un essai d'actionnement a été réalisé sur la vanne d'isolement à proximité des quais.</p>
<div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: flex-end;"> <div style="text-align: center;">  <p>Panneau de la vanne manuelle au Nord-Ouest</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>Panneau de la vanne manuelle au Nord-Est</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>Vanne au Nord-Est</p> </div> </div>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	N°1 : rue du Petit Bruxelles , PK 20.555
Nature des effluents	Eux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	milieu naturel : Escaut
Traitement avant rejet	/
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	/
Point de rejet	N°2 : rue du Petit Bruxelles
Nature des effluents	Eaux sanitaires de réception
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif des eaux usées
Traitement avant rejet	/
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Valenciennes
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet	N°3 : rue du Petit Bruxelles
Nature des effluents	Eaux sanitaires de chambre de fumigation
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif des eaux usées
Traitement avant rejet	/
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Valenciennes
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet	N°4 : rue du Petit Bruxelles
Nature des effluents	Eaux de laboratoire
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif des eaux usées
Traitement avant rejet	/
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Valenciennes
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet	N°5 : rue du Petit Bruxelles
Nature des effluents	Eaux sanitaire des bureaux
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif des eaux usées
Traitement avant rejet	/
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Valenciennes
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet	N°6 : rue du Petit Bruxelles
Nature des effluents	Eaux « poste EDF »
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif des eaux usées
Traitement avant rejet	/
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Valenciennes
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet	N°7 : rue du Petit Bruxelles, PK 20.430
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	milieu naturel : Escaut
Traitement avant rejet	Débourbeur-deshuileur
Station de traitement collective	/
Point de rejet	N°8 : rue du Jolimetz
Nature des effluents	Eaux pluviales de parking
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif des eaux usées
Traitement avant rejet	Débourbeur-deshuileur
Station de traitement collective	station d'épuration urbaine de Valenciennes
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet

Point de rejet Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Station de traitement collective Conditions de raccordement	N°9 : rue du Jolimetz Eaux sanitaire des vestiaires Réseau d'assainissement collectif des eaux usées Débourbeur-deshuileur station d'épuration urbaine de Valenciennes Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Station de traitement collective Conditions de raccordement	N°10 : rue du Jolimetz Eaux pluviales Réseau d'assainissement collectif des eaux usées / station d'épuration urbaine de Valenciennes Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
Point de rejet Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Station de traitement collective Conditions de raccordement	N°11 : angle rue du Jolimetz et rue Mirlan Eaux sanitaire atelier doy pack + réfectoire Réseau d'assainissement collectif des eaux usées / station d'épuration urbaine de Valenciennes Autorisation de déversement délivrée par la collectivité et convention de rejet
<p><b>Constats :</b> Des écarts apparaissent sur les caractéristiques des rejets n°4 et 11. En effet, ils s'agit d'eaux industrielles. Néanmoins, cela était clairement précisé dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2006, mais assimilé à des eaux domestiques dans cet article.</p> <p><b>Observation n°3 : L'exploitant doit déposer une demande de modification au Préfet pour corriger les caractéristiques des points de rejet dans un délai maximal de 6 mois.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>	

#### N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

<p>Cette prescription est difficilement contrôlable car le site ne mesure pas tous les points de rejets mentionnés ( 2, 3, 4, 5, 6, 9, 11).</p> <p>Néanmoins, l'exploitant réalise tous les 6 mois une mesure de ses rejets 4 et 11 qui contiennent des eaux industrielles (eaux de laboratoire et eaux issues de l'activité poches micro-ondables (doy pack)) et du rejet 9 (locaux sociaux jusqu'à son utilisation en 2020).</p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les mesures réalisées en 2020, 2021 et 2022.</p> <p>Les flux cumulés des rejets 4, 9 et 11 sont respectés en 2020 par rapport à la limite de cet article.</p> <p>Les flux cumulés des rejets 4 et 11 sont respectés en 2021 par rapport à la limite de cet article.</p> <p>En juin 2022, les flux cumulés des paramètres suivants des rejets 4 et 11 ne sont pas respectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières oxydables : 12,625 kg/j mesuré pour 6,8 autorisé.</li> </ul> <p>En décembre 2022, les flux cumulés des paramètres suivants des rejets 4 et 11 ne sont pas respectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matières oxydables : 122,198 kg/j mesuré pour 6,8 kg/j autorisé,</li> <li>- Matières en suspension : 38,202 kg/j mesuré pour 10,8 kg/j autorisé,</li> <li>- Azote réduit (NTK) : 3,02 kg/j mesuré pour 1,8 kg/j autorisé,</li> <li>- Phosphore total : 0,77 kg/j mesuré pour 0,5 kg/j autorisé.</li> </ul> <p>Le rapport de mesure indique que lors de la mesure de décembre 2022, des essais de nouvelles productions ont été réalisés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que de nombreux essais avaient été réalisés, ainsi que des nettoyages. Une sensibilisation a été faite auprès du personnel de l'atelier Poches Micro-Ondables (PMO) de ne pas soulever le puisard pour faciliter l'écoulement, ce qui entraîne de l'entraînement de matières alimentaires.</p> <p>A la vue de ces résultats, l'exploitant a enclenché une nouvelle commande le 17 janvier 2023 afin de réaliser une contre-mesure qui a été réalisée le 7 février 2023. L'exploitant est en attente des résultats.</p> <p><b><u>Fait susceptible de suite n°1 : L'exploitant doit respecter les valeurs limites imposées par la présent article. L'exploitant fournira les résultats de la nouvelle mesure dès réception.</u></b></p> <p>Cette prescription n'est plus adaptée car les flux prescrits prenaient en compte un effectif de 120 personnes. Actuellement, le site a un effectif d'environ 300 personnes.</p> <p>De plus, certains rejets ont été classifiés comme eaux domestiques alors qu'ils contiennent des eaux industrielles (rejets n°4 et 11).</p> <p><b><u>Observation n°4 : L'exploitant déposera sous un délai maximal de 6 mois un porter à connaissance relatif aux modifications intervenues sur son site.</u></b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

#### N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• eaux pluviales issues des points de rejet n°1 et 7 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) vers le milieu récepteur Escaut :</li> </ul>

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Azote global	30
Phosphore total	1
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	5

• eaux pluviales issues des points de rejets n°8 et n°10 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) se rejetant dans le réseau mixte de la rue du Jolimetz à destination de la station d'épuration communale : ces eaux doivent faire l'objet d'une autorisation de déversement accordée par le gestionnaire du réseau

« La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 47 780 m<sup>2</sup>. »

**Constats :**

Une convention de rejet est en cours de signature avec le gestionnaire du réseau. Elle intègre les rejets 8 et 10.

Une mesure a été effectuée en juin 2021. Les résultats de cette mesure sur les rejets 1 et 7 ne montrent pas de dépassement.

Une mesure a été effectuée le 30 juin 2022. Les résultats de cette mesure montre que les points de rejet 1 (bascule) et 7 (porte D) ont des dépassements sur le paramètre MES (37 mg/L mesuré pour le point 1 et 110 mg/L mesuré pour le point 7 pour 35 mg/L autorisé).

L'exploitant a indiqué qu'un chantier était présent lors de la mesure à proximité des points de prélèvements. Depuis, la zone de chantier a été nettoyée.

**Fait susceptible de suites n°2 : L'exploitant réalisera une contre-mesure sous un délai maximal de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 9 : Zone déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant crée une zone de déchets non dangereux permettant d'entreposer les bennes de déchets sur une zone dédiée ainsi que les balles cartons et plastiques. Cette zone sera aménagée sur une zone imperméabilisée raccordée au réseau des eaux pluviales. Les bennes seront au nombre de trois :

- 1 benne DIB 30 m<sup>3</sup> équipé d'un compacteur,
- 1 benne ferraille 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne bois 30 m<sup>3</sup>.

La zone accueillera également un plateau palette de 120 m<sup>3</sup> pour le stockage des palettes vides. La zone de stockage des balles plastiques et cartons sera couverte et sera ouverte sur trois côtés, le troisième côté contre les vestiaires sera en maçonnerie. La structure sera métallique et la couverture bac acier. La surface de cette zone est de 87,2 m<sup>2</sup> pour une hauteur de 4 m. Cette zone permettra le stockage de 50 balles plastiques soit 78 m<sup>3</sup> et de 50 balles cartons soit 78 m<sup>3</sup> gerbées sur deux niveaux soit une hauteur de stockage de 2,6 m.

**Constats :**

La zone de déchets est réalisée sur une surface macadamisée raccordée au réseau des eaux

pluviales . Etaient présentes sur cette zone déchets :

- une benne DIB équipée d'un compacteur,
- une benne bois,
- une benne ferraille,
- un zone couverte.

Par courriel du 1<sup>er</sup> février 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan intitulé « plan d'exécution voiries assainissement réseaux divers » du 26/04/2022. D'après les plans, la zone déchets couverte mesure 12 m sur 7 m, soit 84 m<sup>2</sup>. Cette surface respecte les 87,2 m<sup>2</sup> de cet article. Lors de la visite, étaient présentes 17 balles cartons et 35 balles plastiques sur cette zone couverte.

Certaines balles plastiques sont gerbées sur 3 niveaux tout en respectant la hauteur de stockage de 2,6 m.



Certaines balles cartons sont gerbées sur 3 niveaux mais atteignent une hauteur de stockage de 2,8 m. La hauteur de 2,6 m n'est donc pas respectée.



L'exploitant s'est engagé à stocker les balles uniquement sur 2 niveaux.

**Fait susceptible de mise en demeure n°3 : L'exploitant ne respecte pas le nombre de niveaux de son stockage de balles ni la hauteur de stockage. L'exploitant respectera les conditions de stockage des balles de déchets sous un délai maximal d'un mois.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 10 : Bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 6.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, bruit

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Constats :

Une campagne de mesures de bruit a été réalisée du 14 au 16 juin 2022 par la société DEKRA.

Les résultats sont les suivants :

Points de mesure	Jour				Nuit			
	ZA3	ZA4	ZA5	ZA11	ZA3	ZA4	ZA5	ZA11
Émergence calculée	0	4,5	3	0	6	5,5	4	3
Émergence autorisée en ZER	6	5	5	5	3	3	4	4

Le rapport fait une comparaison 2016-2018-2022 en période de nuit.

En 2016, les points ZA3 et ZA4 avaient un niveau de bruit ambiant compris entre 48 et 49 dB. En 2018, la valeur est de 47 dB.

Parallèlement, le niveau de bruit au point résiduel ZR9 était de 45 dB en 2016 et de 43 dB en 2018.

En 2022, ces points ont un niveau de bruit ambiant compris entre 46 et 46,5 dB et un niveau de bruit résiduel en ZR9 de 40,5 dB.

Par conséquent, on peut voir en comparant les mesures 2016-2018-2022 que l'impact sonore du site sur les ZER 3 et 4 a diminué respectivement de 2,5 dB et 2 dB. Pourtant, les émergences de ces deux zones ont augmenté respectivement de 2 dB et 2,5 dB. Ceci est dû à une diminution nette des valeurs résiduelles des zones de mesures de 4,5 dB.

On peut donc noter que l'augmentation des valeurs d'émergence n'est pas dû à une augmentation du niveau sonore du site, qui est en baisse depuis plusieurs années, mais bien des valeurs résiduelles en nette baisse d'années en années.

**Fait susceptible de suite n°4 : L'exploitant ne respecte pas l'émergence aux points ZA3 et ZA4. L'exploitant réfléchira aux actions à mettre en place pour diminuer l'émergence du site sous un délai maximal de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 11 : niveaux limites de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2008, article 6.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PÉRIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)	50 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée ainsi que les segments « a », « b » sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

**Constats :**

Une campagne de mesures de bruit a été réalisée du 14 au 16 juin 2022 par la société DEKRA.

Les résultats sont les suivants :

	Jour	Nuit
Points de mesure	Lp6	
Niveau de bruit mesuré	60	42,5
Niveau de bruit autorisé	60	50

Les résultats sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 12 : surveillance des émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, air

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalisera, dans un délai de trois mois suivant la mise en service des installations, une mesure portant sur le paramètre phosphine en sortie de l'unité de fumigation.

La mesure sera réalisée par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Disposition modifiée et devenue à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/06/2021:

Les paramètres mentionnés à l'article 3.2.4 sont mesurés tous les 3 ans.

**Constats :**

Avant l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2021, aucune fréquence de mesure des rejets atmosphériques n'était fixée.

Néanmoins, l'exploitant a réalisé une mesure de tous ses points de rejets atmosphériques en mars et juin 2021.

Cette mesure date de moins de 3 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 13 : autosurveillance des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, bruit

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet



<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 9.2.2.1. Mesure immédiate Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la mise en exploitation du nouvel entrepôt.</p> <p>Article 9.2.2.2. Mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique sera effectuée ensuite tous les 3 ans. La mesure sera réalisée par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le nouvel entrepôt a été mis en service en mars 2022.</p> <p>Une campagne de mesures de bruit a été réalisée du 14 au 16 juin 2022 par la société DEKRA. Celle-ci date de moins de 3 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : autosurveillance des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Applicable depuis la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/06/2021 :</p> <p>Les eaux pluviales (rejets 1 et 7) mentionnés à l'article 4.3.5 sont mesurées à une fréquence annuelle pour les paramètres figurant à l'article 4.3.11.</p>
<p><b>Constats :</b> Avant l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2021, aucune fréquence de mesure des eaux pluviales n'était fixée. Néanmoins, avant cet arrêté, l'exploitant mesurait à une fréquence annuelle ces rejets. Les deux dernières mesures de juin 2021 et juin 2022 ont été tenues à la disposition de l'Inspection.</p> <p>La dernière mesure date de moins d'un an.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : suivi, interprétation et diffusion des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, transmissions des résultats / actions correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 9.3.1. Actions correctives L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance L'exploitant établit, dans le mois qui suit le prélèvement ou la mesure, un rapport de synthèse</p>

relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 9.2 précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues avec l'indication de délais de mise en œuvre (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Le rapport relatif aux résultats du mois N est transmis à l'Inspection des Installations Classées avant la fin du mois N+1.

**Constats :**

Le rapport du 9 août 2022 pour la campagne de mesures de bruit de DEKRA du 14 au 16 juin 2022 a été transmis à l'Inspection par courriel du 12 août 2022.

L'exploitant n'a pas transmis à l'Inspection dans le délai demandé les rapports de mesures d'eaux et de rejets atmosphériques. Néanmoins, ceux-ci ont été tenus à la disposition de l'Inspection.

Le cadre GIDAF du site a été créé en janvier 2023 par l'Inspection.

L'exploitant peut désormais réaliser ses déclarations concernant ses rejets aqueux dans l'application GIDAF.

**Fait susceptible de suite n°5 : L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures réalisées dans un délai maximal d'un mois, doit interpréter ses résultats et proposer le cas échéant des actions correctives.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet